



Communiqué

Les syndicats SNUEP, SNETAP, SNES, SNEP, SNASUB, SNICS, SNUAS-FP, SUI, SNUPDEN, la FSU Territoriale de la FSU, toujours à l'offensive contre le projet de réforme des lycées professionnels : toutes et tous dans la rue le 17 novembre !

Le projet de réforme des lycées professionnels est l'attaque la plus brutale jamais orchestrée contre le système éducatif. Il signe clairement un abandon de l'ambition scolaire pour les 650 000 élèves scolarisés dans cette voie des lycées. Augmenter le temps de stage en entreprise, c'est diminuer d'autant le temps de présence des jeunes à l'école. En plus des pertes d'enseignements disciplinaires, cette jeunesse, pourtant la plus fragile socialement et scolairement, sera donc privée d'éducation et de promotion de la santé, d'accès à un accompagnement social et aux projets éducatif, sportif et artistique au sein de leur établissement.

Les réformes successives ont déjà profondément affaibli la voie professionnelle scolaire. Pour autant, les personnels sont restés pleinement mobilisés pour la réussite de leurs élèves. Pourtant, le gouvernement envisage aujourd'hui des suppressions massives de postes, des fermetures de lycées et des modifications en profondeur de nos métiers.

Malgré les stratégies de communication du ministère, les concertations engagées par Carole Grandjean ne dupent personne : il suffit de prendre connaissance du document servant de bases aux discussions pour comprendre que les éléments socles qui bordent la réforme sont présents et que le ministère ne renonce en rien à son projet.

Les syndicats de la FSU ne trahiront pas les personnels et continueront de défendre un projet éducatif ambitieux permettant de faire réussir toute la jeunesse. Ils exigent l'abandon du projet de réforme des lycées professionnels et une véritable revalorisation de la voie professionnelle, de tous les personnels qui œuvrent en son sein et des différents métiers.

Les syndicats de la FSU appellent les personnels à se mobiliser, en particulier par la grève le 17 novembre pour exiger le retrait de ce projet de réforme, pour l'inscription des lycées professionnels, généraux, technologiques, agricoles et maritimes dans les dispositifs de l'éducation prioritaire et pour de véritables améliorations de nos conditions de travail. Les jeunes des milieux populaires, massivement présents dans les lycées professionnels, méritent mieux que cette réforme stigmatisante.

Paris, le 9 novembre 2022